MOHAMED NEBOU À PROPOS DE LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION :

«C'est la montagne qui accouche d'une souris»

Mohamed Nebou, premier secrétaire du FFS, assisté des présidents des fédérations de Aïn-Defla, de Tizi-Ouzou et de Sidi-Bel-Abbès, a animé hier en milieu de matinée, dans la bibliothèque communale de Aïn-Defla, le premier congrès de Fédération qui sera suivi, dit-on, par d'autres congrès de ce genre, à travers les différentes régions du pays.

Le regroupement a commencé par la présentation d'un film documentaire sur la carrière et le parcours politique de feu Aït-Ahmed, qui ont marqué l'histoire récente de l'Algérie, avant la Révolution du 1er-Novembre 1954, pendant et après le recouvrement de l'indépendance, un film qui a rappelé ses prises de position sur les grands événements qu'a connus le pays notamment ceux de 1963, sur le «coup d'Etat» de 1965 et les causes qui l'ont suscité, sur l'arrêt du processus électoral de janvier 1991 et ses conséquences.

Prenant ensuite la parole devant une salle archi-comble, Nebou Mohamed a commencé par rappeler la voie tracée par le fondateur du FFS, à savoir «la construction d'une Algérie libre et démocratique régie par l'Etat de droit, ce qui était le rêve de tous les martyrs».

L'orateur commence par rappeler que «le système qui s'est accaparé du pouvoir en 1962 avait brisé ce rêve et la création du FFS n'a été que la réaction de l'assassinat de la Révolution» en faisant référence à des paroles prêtées à feu Mohamed Boudiaf, compagnon d'armes de Aït Ahmed.

Nebou poursuit en rappelant aussi que «la création du FFS a été aussi une réaction face à la «violence constitutionnalisée» commise par le système mis en place, après l'adoption par l'Assemblée constituante, élue en 1963, d'une Constitution émanant de la volonté populaire».

Et le premier secrétaire du FFS d'ajouter : «Depuis cette année-là et jusqu'à ce jour, le système établi n'a jamais cessé ses violences constitutionnelles contre le peuple algérien et toutes les Constitutions qui se sont succédé ont été imposées au peuple qui n'a jamais participé à l'élaboration du texte fondamental du pays, texte qui dans des pays qui se respectent politiquement constitue un pacte politique et social qui consacre les droits et les devoirs des citoyens, qui organise les pouvoirs et définit les relations qui les relient». Evoquant l'actuel projet de Constitution, l'orateur le qualifie comme n'étant qu'une séquence de la série de ce qui a été appelé «le Printemps arabe», il y a cinq ans de cela, le système avait promis la mise en place d'une Constitution qui consacrerait une véritable démocratie qui garantirait les droits et les libertés mais «la montagne n'a fait qu'accoucher d'une souris».

Photos : NewPress

Mohamed Nebou, premier secrétaire du FFS

Interrogé sur le déroulement des dernières élections sénatoriales, Nebou dira «la corruption est partout, c'est pourquoi nous œuvrons pour l'établissement d'un Etat de droit». Au sujet de la guéguerre que se livrent certains porte-voix de partis, Mohamed Nebou fait preuve de discernement «il faut réhabiliter le politique, et se consacrer aux grandes priorités de l'heure».

Karim O.

DJABALLAH À PROPOS DU PROJET DE RÉVISION CONSTITUTIONNELLE :

«C'est une rupture avec l'Histoire, avec la religion...»

***Le projet de révision constitutionnelle est «une rupture avec l'Histoire, une rupture avec les constantes de la nation, une rupture avec la religion». C'est ce que le président du Parti de la justice et du développement (PJD), Abdallah Djaballah, déclarait hier au forum du quotidien arabophone* El Hiwar.**

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Une rupture, un déphasage que le dirigeant du PJD a constaté tant dans le préambule que dans les autres chapitres du projet de texte fondamental, adopté récemment en Conseil des ministres.

Selon Abdallah Djaballah, le projet de révision comporte quelque «127 dysfonctionnements, peut-être même 140 si on devait entrer dans le détail». Ainsi, le dirigeant du PJD qui ira jusqu'à déceler des inspirations laïcistes dans la terminologie adoptée, la philosophie, les dispositions du préambule divergent avec la religion de la nation qu'est l'Islam et avec sa langue qu'est l'arabe, voire avec la Déclaration du 1er Novembre.

De fait, le président du PJD diagnostiquera plusieurs «lacunes» uniquement dans le préambule, concernant notamment l'absence de cadre de référence, la non-définition de la nature de la responsabilité de l'Etat, l'imprécision sur la nature du régime politique n'est pas précisée… Tout en agréant le statut de langue nationale et officielle conféré à tamazight, Abdallah Djaballah considérera néanmoins que le choix de la transcription latine favorisera de facto la prééminence de la langue française.

De même, le président du PJD observera moult omissions, incohérences en ce qui concerne les principes fondamentaux, les droits et libertés…

De même qu'il constate la prééminence du pouvoir exécutif, en fait celle du président de la République sur les deux autres pouvoirs que sont le législatif et le judiciaire, ces deux derniers pouvoirs étant davantage «des fonctions».

Photos : NewPress

Abdallah Djaballah, président du PJD.

Abdallah Djaballah sera également critique concernant l'absence de contrôle effectif, le rôle des instances consultatives…

En somme, le projet de révision constitutionnelle n'agrée pas le président du PJD, appréhendant «un avenir très sombre».

C. B.

MOUVEMENT DE LA SOCIÉTÉ POUR LA PAIX

Djaâboub demeure 1er vice-président

Hachemi Djaâboub restera à son poste de premier président du MSP. Les membres du conseil consultatif national du mouvement ont, en effet, opposé un niet à sa demande de démission formulée il y a quelques jours.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - C'est là, d'ailleurs, la résolution phare de cette session ordinaire, la sixième de cette instance du parti, et dont Abderezzak Mokri a fait lecture, hier samedi, à la fin de ses travaux.

Pour le président du MSP, l'ex-ministre du Commerce demeurera son tout premier adjoint, du moins jusqu'à la prochaine session ordinaire du conseil consultatif qui lui a concédé cette longue période de réflexion pour revoir sa décision de se décharger de ses fonctions. «Nous ne sommes pas une caserne», a affirmé Mokri, estimant que «tout se discute au sein des instances du parti». Djaâboub, pour sa part, a pris le soin de ne pas traiter du sujet avec les gens des médias, comme pour réduire le fait à une simple question organique et qu'il ne méritait pas les extrapolations qui lui ont été déjà faites.

Par ailleurs, le conseil consultatif du MSP a fait sienne la position déjà affichée par son président, à savoir le rejet du projet de révision de la Constitution que le Conseil des ministres a entériné la semaine écoulée. Il s'est, seulement, félicité, de l'officialisation de la langue amazighe, même si Mokri s'est interrogé sur «les arrière-pensées politiciennes ayant motivé cette démarche». Le président du MSP n'a pas manqué de prédire une année 2016 très difficile durant laquelle seul le peuple sera le grand perdant. Il a invité, pour ce faire, les militants du mouvement à accompagner le peuple dans cette dure épreuve en perspective, à être son protecteur. Un peuple qui, a-t-il tenu à dire, commencera bientôt à comprendre tout le sens des chiffres et des indicateurs alarmants» quant à la situation économique et financière du pays. Car, même si, a-t-il précisé, seul le pouvoir est responsable de cette situation, «nous avons le devoir de faire face du mieux que nous le pouvons afin d'atténuer les effets de la crise qui s'annonce».

Photo : DR

Hachemi Djaâboub.

D'ailleurs, le plan d'action du mouvement pour l'année en cours adopté à l'occasion, s'inspire de cette nécessité d'accompagner, d'assister et d'écouter le petit peuple.

M. K.